L'Abeille de la Nouvelle-Orléans

BUREAUX, No 73 RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLÉANS.

SAMEDI MATIN, 18 JANVIER.

## Revue des Journaux.

La grande question du capital et du travail — la plus importante, peut-être, de toutes celles qui agitent, en ce moment, la vieille Europe et même la jeune Amérique — vient d'être résolue, d'une manière concluante, non point par l'un des nombreux penseurs qui ont consacré leur existence à l'étude de l'économie politique dans ce qu'elle a de plus difficile et de plus embarrassant, mais par un homme que des criminels innocents de différentes couleurs nous ont imposé — par M. Kellogg, citoyen de l'Illinois avant la guerre et, aujourd'hui, gouverneur de la Louisiane. Le *Picayune*, qui nous apprend cette nouvelle, regrette que l'honneur d'un semblable service rendu à l'humanité n'appartienne pas à notre Etat : il se voit obligé d'avouer qu'il revient à la population qui nous a donné le prédécesseur de M. Kellogg. Ainsi donc grâce à ses profondes méditations et à l'expérience acquise par ses collègues du sénat, M. Kellogg vient d'empêcher un soulèvement universel dont les conséquences eussent effacé jusqu'au souvenir des horreurs de la révolution française. L'ancien percepteur des revenus de la douane fait consister tout son système dans le changement de signification du mot capitaliste. Un capitaliste, d'après M. Kellogg, n'est plus, comme autrefois, le possesseur de grands moyens à exploiter, mais le maître d'un arpent de terre sur lequel s'élève majestueusement une petite cabane. La distinction étant absolue, la difficulté disparaît, chacun est content du sort que les circonstances ou son travail lui ont fait et tout rentre dans le plus parfait des ordres. Les savants de l'ancien et du nouveau monde ne dirent plus que la Louisiane n'a rien fait pour le progrès.

Ce qui ne nous empêche pas d'offrir le premier magistrat de l'Etat au monarque constitutionnel ou absolu qui voudra bien nous en délivrer.

— Notre confrère voit dans l'article du *Times* de New York, organe du général Grant, relativement au prétendu sucrée de M. Wagnoth que le télégraphe accusait la seule véritable législature d'avoir élu un poste de sénateur — une confirmation de ce qu'il avait dit précédemment — c'est-à-dire que nous aurions beaucoup à gagner à laisser pourir, dans la poussière, du fruit honorable de ses travaux incompris, et tout à perdre à l'envoyer nous représenter dans le corps le plus auguste de la nation. Et d'ailleurs, à part cette question de convenance, ils *Picayune* ne s'est pas servi de l'expression, mais c'est, probablement, celle qui rendrait le mieux sa pensée : les journaux auxquels a été confiée la mission de désigner le remplaçant du général de M. Lincoln, prouvent ils — la main sur le cœur, en présence des difficultés qui nous environnent, des obstacles qui surgissent de toutes parts — déclarer à leurs commettants que le premier élu des nôtres est l'homme de la situation ?

*Le Times* regrette, comme nous, comme tous ceux qui aiment la tranquillité, la concorde et l'union, l'époque où les différends politiques n'établissaient pas, entre les hommes du Nord et ceux du Sud, des relations qui sont une source de douleurs pour les bons citoyens et ne présagent rien d'heureux pour l'avenir. Nous avons tenté d'éviter et de faire oublier un pareil déplorable, mais au départ de ces efforts, malgré l'influence et les appels d'une certaine classe de nos anciens adversaires, les deux sections ne se sont pas encore franchement serré les mains. Mais, quel que louable, quelque fraternelle qu'ait été notre conduite sous bien des rapports, nous devons, pour nous montrer, jusqu'au bout, supérieurs aux hommes qui repoussent nos avances, faire preuve, dans notre Etat, de respect, de courtoisie et de générosité à l'égard de ceux qui diffèrent hoirnuèlement d'opinion avec nous quant aux moyens de restauration et de salut.

Nous livrons les réflexions du journal de la rue du Camp aux politiques qui le lisent habituellement.

— Dans un article un peu moins incertain que le premier, notre confrère répond au Chronicle de Washington qui repousse l'accusation de manque de hospitalité et de justice adressé au Nord par beaucoup de journaux du Sud et surtout par notre confrère. Les carpet-baggers, dont les lamentations ont excité tant de sympathies hors de nos limites, sont détestés, non point parce qu'ils viennent du Nord, mais parce que ce sont des aventuriers sans foi ni loi. Ce sont ceux qui ont mis la Caroline du Sud dans la triste position où nous la voyons aujourd'hui ; ce sont eux encore qui ont ruiné la Louisiane, qui l'ont humiliée, qui l'ont dégradée, qui en ont fait un objet de pitié pour les fanatiques *Nègres-lover*.

Le *Republican* croit que la Nouvelle-Orléans, en débouché de l'immense vallée du Mississippi, ne manquera de droits qu'une charte de son port aux allocations fédérales destinées à l'exécution de gigantesques travaux, mais il faudrait, pour réussir à se faire voter les sommes nécessaires, que la Louisiane suivît l'exemple d'autres Etats qui ont été, comme elle, le théâtre de luttes sanglantes et se sont, néanmoins, résignés au nouvel ordre de choses. Le mouvement a été dirigé par les soldats qui avaient le plus courageusement, le plus noblement défendu la confédération ; quelqu'un ait été leur mobile, quelles que soient leurs espérances, il n'apparaît pas à ceux qui se sont tenus à l'écart pendant la guerre de se poser en juges de leurs aspirations.

— L'organe douanier se réjouit de la défaite de M. Blair qui n'a pas été réélu sénateur du Missouri.

— Il félicite M. John Ray d'avoir été honoré de la mission de représenter la Louisiane au sénat des Etats-Unis. Il ajoute que M. Ray est bien connu, que c'est un des membres les plus distingués de notre barreau et que ses ennemis politiques eux-mêmes n'ont pas douté, un seul instant, de son intégrité. Le *Republican*, qui ne pu engager les lecteurs ignorants qui douteraient de son assertion à consulter les dossiers des cours et les compte-rendus des séances de notre législature.

### LOUISIANE.

Bâton-Rouge.—Les habitants de Bâton-Rouge se plaignent de la rareté du charbon dans cette ville. On n'en trouve plus dans les chantiers.

Un ancien habitant de Bâton-Rouge, M. Silas Jones, vient de mourir dans cette ville à l'âge de 80 ans. C'était un des vétérans louisianais de 1815.

— L'épizootie sévit en ce moment dans la paroisse de Calcasieu. Par contre, elle a entièrement disparu des paroisses Ibérie et Ste Marie.

— Le gibier est redevenu abondant dans les paroisses des Attakapas.

— Les dernières gelées ont fait le plus grand tort aux orangers de la paroisse Ste-Marie.

— Les gens de couleur de Franklin ont fondé une Société mutuelle de bienfaisance.

— M. A. G. Frère a été élu maire de Franklin.

— De grands meetings ont eu lieu dans la plupart des paroisses de l'Etat pour appuyer les dernières mesures prises par le parti républicain.

— L'épizootie continue à sévir dans la paroisse Avoyelles. Presque tous les chevaux en ont été atteints.

— La foudre est tombée ces jours derniers sur la maison de M. Bordelon, bâtie sur la rive du Bayou Des Glaises. Mme Bordelon a été tuée, et M. Bordelon et une autre personne qui se trouvaient dans la même chambre ont été blessés.

— Cinquante émigrants blancs se sont établis, depuis le mois d'octobre dernier dans les environs d'Evergreen, petite ville florissante de la paroisse des Avoyelles.

### NOS RELATIONS AVEC LE MEXIQUE

On sait que, depuis la campagne du Mexique, de triste mémoire, c'est à dire, depuis huit ans environ, toutes relations diplomatiques ont cessé entre la France et le Mexique, et que, par suite, les relations commerciales, interrompues complètement d'abord, n'ont pas encore repris leur mouvement normal.

Cet état de choses est d'autant plus fâcheux, qu'un certain nombre de Français sont établis au Mexique et que notre commerce d'exportation, l'article dit : " de Paris " surtout, en souffre sensiblement.

Nous avons le avec une vive satisfaction, dans un journal du Havre, une lettre adressée à M. Thiers par H. Hector Varenne, l'un des citoyens les plus distingués de l'Amérique, et l'éditeur d'un journal américain qui se publie à Paris en langue espagnole.

M. Varnie demande au Président de la République si le moment n'est pas venu de rouvrir les relations diplomatiques avec le Mexique, qui vient de placer à la tête de son gouvernement un homme éminent et dont la salutaire autorité présage à ce pays, si longtemps bouleversé par la guerre civile, un avenir meilleur et des destinées plus heureuses.

Sans doute, la République française ne tiendra pas rigueur à la République mexicaine. La guerre faite au Mexique a été la grande, l'irréparable faute de l'Empire, et le gouvernement actuel de la France n'a aucun intérêt à voir ses effets se prolonger indéfiniment.

Comme le fait judicieusement remarquer M. Varela, ce n'est pas le Mexique qui est le plus atteint dans ses intérêts matériels par l'interruption des rapports diplomatiques ; la France, dont l'industrie est plus productive, y perd beaucoup plus que lui.

Au demeurant, il peut suffire au Mexique d'écouler ses produits naturels aux Etats Unis. Mais le commerce français avait pour ainsi dire le monopole de fournir seul à ses correspondants mexicains, ces mille objets qui composent la catégorie connue sous le nom "d'articles de Paris" et nu comprend à peu près tout. Cette catégorie, se compte pas moins, à Paris seulement, de 60,000 fabricants, et le nombre des ouvriers qu'elle emploie est incalculable.

Il faut y ajouter le commerce des vins et des spiritueux qu'on transportait au Mexique sur une vaste échelle. Quant aux navires chargés de ces transports, ils trouvaient là des éléments de fret qui leur font presque entièrement défaut aujourd'hui.

Toutes ces considérations, habilement présentées par notre confrère, ne peuvent manquer de produire une heureuse impression sur l'esprit essentiellement pratique de M. Thiers. On a pu bouder longtemps le Mexique, non pas de s'être défendu contre l'invasion étrangère, ce qui était son droit et son devoir ; mais le chef à qui il avait confié le soin de sauver son autonomie a en certainement tort de souiller la victoire par une exécution.

On a bien voulu blâmer le décret qui a mis fin aux aventures et à la vie de Maximilien, parce que Maximilien, revenu en Europe, n'aurait jamais songé à reconquérir le trône qui lui avait été offert, et que sa mort ne pouvait rien. On aurait tort de conserver éternellement rancune au Mexique, de l'acte impolitique du président Juarez.

Dans l'intérêt bien entendu de notre industrie et de notre commerce, de notre navigation marchande, à laquelle manque l'aliment nécessaire, comme dans l'intérêt des Français résidant au Mexique, nous espérons que M. le Président de la République jugera qu'il est venu de reprendre les rapports politiques avec le nouveau gouvernement de Mexico, et d'ouvrir à nos produits ce débouché que l'impuissante et malheureuse des expéditions avait supprimé pour eux. — (*Le Soir.*)

### LA DICTATURE

Nous lisons dans la *Gazette de France* :

La *République française* se montre aujourd'hui très inquiète de la marche que paraissent suivre les affaires politiques. La fraction radicale s'élève de toute son énergie contre ce qu'il lui convient d'appeler les fictions du parlementarisme, — en d'autres termes, contre la responsabilité des députaires du pouvoir exécutif. Que cette attitude n'a rien qui doive nous surprendre de la part du journal de M. Gambetta, de l'homme qui s'est emparé du pouvoir, à la faveur de l'invasion, d'une autorité encore plus absolue que celle de Bonaparte. Le dictateur qui a imposé le contrôle et le contrôleur avec tant d'acharnement qu'il n'a pu supporter l'existence des conseils généraux et des conseils municipaux, doit repousser également l'idée de la responsabilité comme la négation même de la démocratie.

M. Gambetta a raison ; jamais en effet un ministère ses amis n'auraient pu maintenir au pouvoir, jamais ils ne pourront y revenir s'ils sont obligés de compter avec la conscience du pays exprimée par la représentation nationale librement élue. La force est le seul moyen qui puisse jamais leur permettre de recouvrer la situation que les désastres de la guerre et la présence de l'ennemi sur notre territoire leur ont un jour donné la possibilité d'usurper. La liberté est leur plus cruelle ennemie, l'obstacle le plus sérieux qui s'oppose à leurs projets. Aussi la combattent-ils à outrance comme ils ont fait pendant la dictature.

Les faux-fuyants ne se font pas illusion sur leur point nombre, et le peu d'influence qu'ils exercent en réalité dans le pays ; ils savent que le jour où la France sera prête à pleinement et librement elle-même, où le contrôle de l'Assemblée ne sera plus paralysé par les velléités autocratiques du pouvoir exécutif, où la démagogie ne sera plus soutenue dans les départements par les agents mêmes de l'administration, toute espérance leur sera enlevée de jamais réussir à diriger de nouveaux affaires.

C'est là le secret de l'appui qu'ils prêtent si bruyamment à M. Thiers dans la lutte qui s'engagée contre l'Assemblée. La France est conservatrice dans son fond le plus intime. Les radicaux ne l'ignorent pas ; pour lui imposer leurs doctrines et leurs hommes, ils savent qu'ils n'ont qu'un moyen : la dictature ; aussi ne montrent pas à se mêler les universaires les plus déclarés de la liberté. Au pays désormais de les juger.

### LA RÉVOLUTION EN ALLEMAGNE.

On connaît la prophétie de Henri Heine sur la révolution qui devait éclater en Allemagne, avant de se clore, dont vous éclater en Allemagne, révolutionnaire terrible que celle de 93 a mis fin, en comparaison, qu'une aurore. Les paroles du plus fameux des Allemands nous ont été remises en mémoire par les articles de quelques journaux prussiens, poussé vateurs à l'excès, qui ont pénétré dans la politique nouvelle de M. de Bismark le germe de la révolution prévue par le poète. La *Gazette de la Croix*, particulièrement, a jeté le cri d'alarme. Elle a vu la France, jaux à été l'ennemi le plus actif de la grandeur allemande, lutter au libéralisme, à la démocratie, au césarisme, à tous les faux principes qui ont perdu la France. La menace par la quelle on a triomphé de la résistance des seigneurs, lui a paru l'abomination de la désolation. Et la féodale féodale, en formulant ses plaintes, n'a été que l'écho des impressions d'une partie considérable du monde officiel prussien.

Il est certain que M. de Bismark est arrivé au moment le plus décisif peut être de sa carrière politique. Il n'a pas eu de peine, quand il lui a déponiller le vieil homme et le faire national-libéral, pressé de démolir, de réactionnaire et de féodal qu'il était à son début. Mais la transformation qui a accompli en son caractère et ses idées ne s'est pas opérée avec la même facilité dans le parti libéral qu'il était le chef. Le vieil esprit prussien ne veut pas abdiquer ; il provoque des résistances à la cour, dans l'aristocratie, dans le clergé protestant, et ces résistances se joignent naturellement à celle du particularisme et de l'élément catholique.

L'Europe a été étonnée d'apprendre que M. de Bismark, rentrant à Berlin à l'expiration de son congé, et reprenant la direction des affaires avec le prestige de sa récente victoire sur la Chambre des seigneurs, ne s'était aupréde l'empereur pour être déchargé de la présidence du conseil des ministres de Prusse. La nouvelle que sa demande n'oublait devoir être acceptée, n'a pas moins causé de surprise. Evidemment, il ne peut s'agir de quoi que ce soit qui ressemble à une retraite ; M. de Bismark, en abandonnant la présidence du ministère d'Etat, conserve la chancellerie impériale, la présidence du conseil fédéral, sorte de conseil d'Etat de l'empire, le gouvernement du Lauenbourg et le ministère des affaires étrangères de Prusse. Que signifie donc cette démission partielle et quelle phase est-elle appelée à marquer dans l'accomplissement des desseins de l'habile et audacieux ministre ?

C'est la question que toute la presse européenne se pose depuis huit jours et à la quelle elle ne peut répondre que par des conjectures.

Le *Mémorial Diplomatique* dit franchement qu'il y a, dans cette préoccupation d'effacement de la part du prince de Bismark, un but qui lui échappe ; les considérations de santé invoquées par la presse officiel-use de Berlin ne lui paraissent pas devoir être prises au sérieux. Le prince de Bismark est dans la force de l'âge et de l'intelligence ; il est l'âme et le soutien de la politique allemande dans toutes ses expressions, dans ses détails comme dans son ensemble. Veut-il abandonner le pouvoir et le céder à d'autres ? Non. Hésite-t-il dans l'application complète du système d'unification qu'il a créé et du système qu'il a fondé ? Pas davantage. Il est cependant, il désigne la présidence du ministère de Prusse, pour n'être plus que ministre des affaires étrangères du gouvernement prussien. Il y a là, ajoute le *Mémorial*, un mystère que les événements ne tarderont pas sans doute à éclaircir, mais qui débute en ce moment toutes les explications.

Selon le *Times*, M. de Bismark avait voulu modifier les relations existant entre le président ministre et ses collègues. Jusqu'à présent, le titre de premier ministre n'impliquait qu'une supériorité nominale, toutes les affaires se décidant en conseil à la majorité des voix. Les difficultés que M. de Bismark aurait trouvées dans ce mode de procéder lui auraient inspiré la pensée de faire du premier ministre un véritable chef de cabinet, comme en Angleterre, et il aurait mis l'empereur dans l'alternative ou d'organiser la présidence du conseil sur ce modèle ou d'accepter sa démission.

D'autres ont supposé que M. de Bismark qui, comme chancelier de l'empire est chef suprême du pouvoir exécutif allemand, songerait à faire revivre en sa faveur la qualité de chancelier de Prusse, dignité tombée en désuétude comme chez nous celle de connétable. Chancelier de l'empire et chancelier de Prusse, il serait maître à la fois de la politique allemande et de la politique intérieure prussienne, et il pourrait imposer avec plus d'autorité que jamais les idées dont il poursuit l'application.

Nous ne hasardons cette conjecture comme toutes les autres, sans être en mesure de déterminer ce qu'elle peut avoir de vrai. A tout de pays, et quand on réfléchit à l'immensité de l'œuvre entreprise par cet homme, dont la personnalité, comme autrefois en France celle de Richelieu, doit exercer tant d'ombrages, on peut croire que l'idée de subordonner le ministère prussien et de le réduire au rôle de gouvernement provincial, sous l'action immédiate et prépondérante des pouvoirs de l'empire, a du se présenter à l'esprit de M. de Bismark. C'est avec la féodalisme prussien qu'il a mis la main sur l'Allemagne ; il lui reste à se servir de l'Allemagne pour dominer et contenir le féodalisme prussien, et préparer ainsi l'unification complète de l'empire germanique par la coordination de tous ses éléments.

Mais ce travail gigantesque n'est encore qu'ébauché, et bien que M. de Bismark ait pour se diriger l'exemple de la révolution française, bien que le *Times* se plaise à mettre en opposition l'esprit de réforme en Allemagne et l'esprit de révolution en France, nous ne sommes pas absolument convaincus que la grande transformation du monde germanique se fera d'une façon pacifique jusqu'au bout, dans le domaine politique comme dans l'ordre religieux.

### RASCO.

Nous empruntons au *Journal du Hâvre* les correspondances suivantes :

Paris, 20 décembre 1872.

Voici, d'après des renseignements qui me sont donnés, comme exacts, à quel prix a été acquis au gouvernement le vote qui a repoussé par 451 voix contre 150, l'amendement de M. Bénnet, tendant à faire disparaître du budget des recettes, l'évaluation fictive de 98 millions comme produit de l'impôt sur les matières premières. Au début de la séance, M. de Goulard avait avisé M. de la Rochette, de la révocation du maire de Nantes, accusé d'avoir favorisé les manifestations hostiles qui se produisirent dans cette ville, au retour des pélerins de Lourdes. A dessein, M. de la Rochette promit de retirer son interpellation : mais, de plus, il consentit, sur la demande du ministre de l'intérieur, à s'employer auprès de ses collègues, afin de leur faire voter l'inscription pour mémoire au budget, de l'impôt sur les matières premières. Aussitôt que la bonne nouvelle se fut répandue sur les bancs de la droite, l'échange proposé fut accepté. C'est ainsi que la retraite de M. Lelong, maire de Nantes, a été payée 93 millions... sur le papier. Il est certain que si le vote eût eu lieu la veille, il aurait été très différent, car la droite était décidée à exécuter M. de Rémusat, aussi qu'elle en a le projet depuis longtemps.

Le centre gauche est toujours en mal de réorganisation. On oppose M. Casimir Périer à M. Ricard pour la présidence de la réunion. Il faut espérer que cette candidature, qui perpétuerait l'équivoque dont le centre gauche a été victime dernièrement, échouera, et que M. Ricard et ses amis, dont les noms ont conservé leur signification primitive (consolidation de la République), reprendront définitivement la direction de cette fraction de la Chambre. Les élections du bureau sont remises au 8 janvier.

M. le Président de la République a reçu, hier, après la séance, la visite de M. de Jocqueville, qui lui a tenu le langage suivant : " Permettez moi, M. le Président, au nom de notre vieille amitié, de déplorer l'attitude humiliée que vos ministres donnent à votre gouvernement." La conversation, assez longue, a été le développement de ce thème. Les oreilles ont dû tinter, comme on dit familièrement, à M. de Goulard et Jules Simon.

On annonce pour le 1er janvier, une grande quantité de promotions dans la Légion d'Honneur. Je puis vous donner comme certaine la nomination de M. Jules Claretie, sur la proposition de M. le ministre de l'instruction publique."

Paris, 22 décembre 1872.

La politique est en vacances, depuis hier. L'ex-roi de Versailles qui, d'ordinaire, n'amène à Paris qu'un très petit nombre de bagnages, avait, dans la soirée, ses fourgons bien remplis. Beaucoup de députés, qui habitent les Batignolles, revenaient à Paris, avec l'intention de le quitter le soir même, pour se rendre dans leurs départements. Vous savez déjà que M. Thiers est arrivé aujourd'hui, à l'Elysée, en la compagnie habituelle de sa famille et de ses aides de camp. Aucun incident n'a signalé cette nouvelle migration du Président. On a seulement remarqué que M. Barthélemy Saint-Hilaire qui, les précédentes fois, devançait M. Thiers, et le recevait à son arrivée, n'avait pas paraît, aujourd'hui, à l'Elysée. Il y a contrôle ce n'est pas moins d'une excellente humeur ; ce qui prouve qu'il est sans aucune inquiétude sur le sort de son vieil ami.

Le Président avait encore un autre sujet de satisfaction : il a reçu, ces jours derniers, deux magnifiques chevaux arabes dont il avait fait le présent l'empereur, et le bon état, la superbe apparition de son acquisition, lui a fait un peu oublier les soucis que lui cause la commission des Trente. Il se propose, pendant les vacances, de rechercher, dans ces conversations intimes avec ses amis, les moyens pratiques de constituer la seconde Chambre et d'en arrêter le mode de nomination et de recrutement. Jusqu'ici, M. Thiers, qui tient surtout au principe, et qui ne s'est attaché qu'à le faire triompher auprès de la commission, n'a pas encore arrêté les détails de l'exécution : c'est à cette recherche qu'il va consacrer le temps de ses vacances.

Le désaccord ne règne pas toujours au sein des réunions de la droite, et l'acrimonie manifeste à contre la République n'y est pas du tire inconnue à la faveur générale. M. Batbie, qui était avant hier assez fait pour mériter les suffrages de tous ses collègues, vient de s'apercevoir que l'ingratitude est encore une des vertus cardinales des " conservateurs." Avant-hier, dans la réunion de la droite qui s'est tenue aux Réservoirs, sous la présidence de M. Lanty, M. Batbie soit inadvertance, soit habileté, commença son discours par ces mots : " Messieurs, non pas seulement de chefs de la droite... un murmure désapprobateur, très marqué, accueillit cette déclaration prématurée. — Comment entendez-vous ! — Expliquez vos paroles ! — La droite ne reconnaît pas de chefs." Toutes ces interpellations, et d'autres encore, s'abattirent dru sur le malencontreux orateur, et le criblèrent littéralement.

M. Batbie fit un geste de protestation qui signifiait qu'il allait s'expliquer ; " Je veux dire, Messieurs, reprit-il, que dans les circonstances actuelles, je marche à la bataille... — Nous ne le ferons pas ! — Je marche en avant. — " Comme cela, à la bonne heure, dit quelqu'un, le tambour major aussi marche en avant ! — Je ne vous fais part de ce petit incident, parfaitement authentique, parce qu'il est un indice des passions bêtement personnelles et égoïstes qui animent les gens de la droite, et parce qu'il montre, que dans ce parti on n'est d'accord que pour renverser, et que, le jour où il serait question de recueillir les fruits de la victoire, on se mettre-droit jusqu'au dernier.

On vient d'inaugurer sur plusieurs points de Paris, et notamment dans les quartiers du Luxembourg, un nouveau mode d'éclairage qui paraît appelé à remplacer peu à peu avec avantage le système actuel. C'est dans la confection de la lanterne et dans les dispositions des lentilles et des réflecteurs que la modification a été introduite. Avec la même quantité de combustible, on obtient, au moyen de la concentration des faisceaux lumineux, et de leur direction unique vers le sol, une clarté infiniment supérieure à celle que donnent les appareils actuels. Un système, qui se rapproche de celui suivi pour la construction des phares, est l'œuvre d'un Anglais, M. Crington ; mais il a été revu et perfectionné par un savant ingénieur français, M. Fresnel.

On sait combien le salpêtre est hygrométrique, et combien l'humidité nuit à la puissance détonnante de la poudre. Des expériences ont été faites, cette semaine, à l'école des mines, dans le but d'entourer les gargousses d'une enveloppe qui les préserve du contact de l'air. La substance employée paraît avoir donné de bons résultats.

Du remarque beaucoup, en ce moment l'assiduité, à tous les cours publics, de la Sorbonne, du Muséum et du Collége de France, d'un jeune homme qu'il est facile de reconnaître à ses traits, pour un enfant de l'Extrême Orient. Ce jeune homme, qui a nom Lychan-Pé, a été envoyé en France par le gouvernement chinois, pour faire un rapport général sur toutes les parties de notre instruction publique.

On continue à constater que l'élévation très sensible dans le niveau des études, et particulièrement dans les concours des écoles publiques. L. L.

### ANGLETERRE.

**Les membres du conseil des métiers ont tenu hier un meeting à Londres.**

**Ils ont blâmé la sévérité déployée par la cour d'assises d'Old-Barley contre les ouvriers des usines à gaz, dont nous avons annoncé la condamnation.**

La presse londonienne traite cette question à différents points de vue. Le *Daily News* reconnaît que l'opinion publique se prononce contre les ouvriers grévistes. Le journal leur donne également tort, mais pour un autre motif. On les blâme, dit-il, d'avoir abandonné un service d'intérêt général et d'avoir fait le public à de graves désagréments. Ce n'est pas là le vrai motif de la condamnation ; le vrai motif est la violation du contrat que les ouvriers avaient accepté, signé, et en vertu duquel ils s'engageaient à ne pas quitter l'usine sans prévenir un mois d'avance.

Nous avons exprimé plusieurs fois le désir de voir l'industrie adopter l'usage de contrats réguliers entre les ouvriers et les chefs d'industrie. Ce qui vient de se passer à Londres nous fournit encore quelques raisons. Ces contrats ont fourni à la justice une base de répression sérieuse, ils ont créé une garantie contre les grèves et le chômage, garantie aussi utile aux ouvriers honnêtes qu'aux patrons. Elle permettrait aux patrons d'entreprendre des travaux sans craindre les interruptions forcées ; elle permettrait aux ouvriers honnêtes de résister aux exigences et aux intimidations des meneurs de grèves.

La politique extérieure de l'Angleterre se résume depuis longtemps en un seul mot : indifférence.

Cette indifférence doit-elle cesser un jour ? L'Angleterre reprendra-t-elle un rôle actif dans les affaires du continent européen ?

Un article du journal de la cour, *Court Journal*, semble indiquer une velléité de changement.

Le journal de la cour est ordinairement consacré à la description des cérémonies et aux affaires d'étiquette. On sait quelle influence lui attribue Thackray dans le livre des *Snobs*.

C'est ce journal courtisan qui vient de répondre aux journaux de l'Allemagne. Il a pris pour épigraphe l'hémistiche latin bien connu : " Nul ne m'offense impunément." *Nemo me impune lacessit.*

Les journaux allemands ont attaqué la reine, le prince de Galles, la princesse Alexandra, la nation anglaise. Le *Court Journal* leur répond. Il leur dit que l'unité de l'Allemagne est impossible ; que le Sud ne se soumettra jamais au Nord, et que les Etats insulaires ne veulent pas se prosaïsé." Il revient sur les motifs de la guerre de 1870 et démontre que le rôle d'agresseur appartient à la Prusse.

La *Gazette de Cologne* a immédiatement répondu : " Les injures du *Court Journal*, dit-elle, sont celles d'un Thersite et non le langage d'un Achille."

De simple particulier à vingt-quatre heures pour mandire son juge, une grande puissance à des siècles pour cela, et l'empereur d'Allemagne a été le juge de l'Angleterre, qui ne peut lui pardonner la perte de son procès à propos de l'île San-Juan.

SPECTACLES, &c.

Théâtre de l'Opéra.

L. PLACIDE, GANONGE.....Directeur
Samedi, 18 Janvier 1873.
MATINÉE. A Midi—LE BOSSU. Drame en 5 actes et 10 tableaux.
SAMEDI SOIR, 8 heures.—Bataille du Prince, scènes de 1 acte, Madame est coquette, vaudeville en 1 acte, Madame est coquette.
DIMANCHE, 19—Relâche. 17 jan—27

Concerts Rubinstein.

RUBINSTEIN ET WIENIAWSKI.

THÉATRE DE L'OPÉRA.

Commençant Lundi, 27 Janvier 1873.

MM. GRAU et GANONGE ont l'honneur d'annoncer au public le début, à la Nouvelle-Orléans, de
ANTON RUBINSTEIN,
LE PREMIER DES PIANISTES ACTUELS
Il se fera entendre, pour la première et dernière fois dans notre ville, avec des artistes distingués, parmi lesquels se trouvent :
HENRI WIENIAWSKI,
Célèbre dans le monde entier et considéré en Europe comme le seul rival de Paganini.
MLLE LOUISE LEBIHAN,
La célèbre soprano,
MLLE LOUISE URMENY,
La contralto favorite.
Accompagnateur, Mons. L. REMBERLINSKI.
La vente des places commencera le JEUDI, 23 janvier, à la salle de l'Opéra et au magasin de musique de Grunewald.
— PRIX. —
Loges de première..... $4 00
" 2 lignes de première..... 2 50
" 2 découvertes de première..... 2 50
Fauteuils..... 1 50
Chaises d'orchestre..... 1 00
Fauteuils réservés..... 1 50
N. B. — Les abonnés qui désirent garder leurs places pour chacun des deux concerts de Rubinstein sont priés d'en donner avis au bureau avant la vente régulière des places.
Les places des Concerts Rubinstein sont seux de stalls.
Les concerts commenceront samedi soir et dureront tout l'hiver.
9janv—1m

Théâtre St-Charles.

Propriétaire..... BEN DE BAR
Engagement de la troupe LINGARD.
Samedi à Midi, 18 Janvier 1873.
GRANDE MATINÉE.
Samedi Soir, 18 Janvier,
A LIFE'S DREAM.
M. Wm. Horace Lingard remplira le rôle du Capitaine Page et Allen Lessing Lingard celui de Lady Maud Chandos—M. Lingard dansera sa nouvelle composition—A l'étude, LOS LADRON DE LA MONTAGNE, et Mme Lingard dans le rôle de Jocqueville, qui lui a tenu le langage suivant : " Permettez moi, M. le Président, au nom de notre vieille amitié, de déplorer l'attitude humiliée que vos ministres donnent à votre gouvernement." La conversation, assez longue, a été le développement de ce thème. Les oreilles ont dû tinter, comme on dit familièrement, à MM. de Goulard et Jules Simon.
On annonce pour le 1er janvier, une grande quantité de promotions dans la Légion d'Honneur. Je puis vous donner comme certaine la nomination de M. Jules Claretie, sur la proposition de M. le ministre de l'instruction publique."
Paris, 22 décembre 1872.
La politique est en vacances, depuis hier. L'ex-roi de Versailles qui, d'ordinaire, n'amène à Paris qu'un très petit nombre de bagnages, avait, dans la soirée, ses fourgons bien remplis. Beaucoup de députés, qui habitent les Batignolles, revenaient à Paris, avec l'intention de le quitter le soir même, pour se rendre dans leurs départements. Vous savez déjà que M. Thiers est arrivé aujourd'hui, à l'Elysée, en la compagnie habituelle de sa famille et de ses aides de camp. Aucun incident n'a signalé cette nouvelle migration du Président. On a seulement remarqué que M. Barthélemy Saint-Hilaire qui, les précédentes fois, devançait M. Thiers, et le recevait à son arrivée, n'avait pas paraît, aujourd'hui, à l'Elysée. Il y a contrôle ce n'est pas moins d'une excellente humeur ; ce qui prouve qu'il est sans aucune inquiétude sur le sort de son vieil ami.
Le Président avait encore un autre sujet de satisfaction : il a reçu, ces jours derniers, deux magnifiques chevaux arabes dont il avait fait le présent l'empereur, et le bon état, la superbe apparition de son acquisition, lui a fait un peu oublier les soucis que lui cause la commission des Trente. Il se propose, pendant les vacances, de rechercher, dans ces conversations intimes avec ses amis, les moyens pratiques de constituer la seconde Chambre et d'en arrêter le mode de nomination et de recrutement. Jusqu'ici, M. Thiers, qui tient surtout au principe, et qui ne s'est attaché qu'à le faire triompher auprès de la commission, n'a pas encore arrêté les détails de l'exécution : c'est à cette recherche qu'il va consacrer le temps de ses vacances.
Le désaccord ne règne pas toujours au sein des réunions de la droite, et l'acrimonie manifest e contre la République n'y est pas du tire inconnue à la faveur générale. M. Batbie, qui était avant hier assez fait pour mériter les suffrages de tous ses collègues, vient de s'apercevoir que l'ingratitude est encore une des vertus cardinales des " conservateurs." Avant-hier, dans la réunion de la droite qui s'est tenue aux Réservoirs, sous la présidence de M. Lanty, M. Batbie soit inadvertance, soit habileté, commença son discours par ces mots : " Messieurs, non pas seulement de chefs de la droite... un murmure désapprobateur, très marqué, accueillit cette déclaration prématurée. — Comment entendez-vous ! — Expliquez vos paroles ! — La droite ne reconnaît pas de chefs." Toutes ces interpellations, et d'autres encore, s'abattirent dru sur le malencontreux orateur, et le criblèrent littéralement.
M. Batbie fit un geste de protestation qui signifiait qu'il allait s'expliquer ; " Je veux dire, Messieurs, reprit-il, que dans les circonstances actuelles, je marche à la bataille... — Nous ne le ferons pas ! — Je marche en avant. — " Comme cela, à la bonne heure, dit quelqu'un, le tambour major aussi marche en avant ! — Je ne vous fais part de ce petit incident, parfaitement authentique, parce qu'il est un indice des passions bêtement personnelles et égoïstes qui animent les gens de la droite, et parce qu'il montre, que dans ce parti on n'est d'accord que pour renverser, et que, le jour où il serait question de recueillir les fruits de la victoire, on se mettre-droit jusqu'au dernier.
On vient d'inaugurer sur plusieurs points de Paris, et notamment dans les quartiers du Luxembourg, un nouveau mode d'éclairage qui paraît appelé à remplacer peu à peu avec avantage le système actuel. C'est dans la confection de la lanterne et dans les dispositions des lentilles et des réflecteurs que la modification a été introduite. Avec la même quantité de combustible, on obtient, au moyen de la concentration des faisceaux lumineux, et de leur direction unique vers le sol, une clarté infiniment supérieure à celle que donnent les appareils actuels. Un système, qui se rapproche de celui suivi pour la construction des phares, est l'œuvre d'un Anglais, M. Crington ; mais il a été revu et perfectionné par un savant ingénieur français, M. Fresnel.
On sait combien le salpêtre est hygrométrique, et combien l'humidité nuit à la puissance détonnante de la poudre. Des expériences ont été faites, cette semaine, à l'école des mines, dans le but d'entourer les gargousses d'une enveloppe qui les préserve du contact de l'air. La substance employée paraît avoir donné de bons résultats.
Du remarque beaucoup, en ce moment l'assiduité, à tous les cours publics, de la Sorbonne, du Muséum et du Collége de France, d'un jeune homme qu'il est facile de reconnaître à ses traits, pour un enfant de l'Extrême Orient. Ce jeune homme, qui a nom Lychan-Pé, a été envoyé en France par le gouvernement chinois, pour faire un rapport général sur toutes les parties de notre instruction publique.
On continue à constater que l'élévation très sensible dans le niveau des études, et particulièrement dans les concours des écoles publiques. L. L.

Théâtre des Variétés.

Seul locataire.....Lawrence Barrett
Bénéfice de Lawrence Barrett :
MICHELIEU.
VENDREDI et SAMEDI SOIR, 17 et 18 janvier, et samedi, à midi.
DUKE'S MOTTO.
LUNDI, 20 janvier : DÉBUT DE LA GRANDE artiste M. DE MEPLE, et CHARLOTTE CUSHMAN.
Rôles son grand rôle de MEG MERRILES.
A NOS AMIS ET HABITUÉS.
Ma cite les grandes dépenses que occasionne Pengagement de
Mlle CHARLOTTE CUSHMAN,
la direction a décidé de ne pas augmenter les prix de places : elle compte sur l'appui du public pour faire face aux nouveaux frais. 16janv

Grande Foire Diocésaine,

SOUS LA DIRECTION DE MGR. PERCHÉ.
POUR bénéficier Œuvres paroissiales ; une salle pour les associations catholiques, commencera le 8 Janvier, et durera 10 jours entrant. A la Salle de l'Exposition, 74 à la Loge de la Parfaite Union, rue des Ursulines.
Entrée : 25 cts
10janv—1m

Le Grand Musée d'Anatomie,

Au No 40 de rue St-Charles.
EST ouvert tous les jours pour le moins ; le seulement. Une LECTURE sur la bienséance, convenance, n'est d'être publiée, et se trouve prix en est de 25 cents. S'adresser au secrétaire du Musée, Amélie No 40 de la rue St-Charles.
Nlle-Orléans. 20c—1an

MR. WENGER a l'honneur d'annoncer à ses amis et au public, que s'